

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



L'Ecole vaudoise et la revalorisation de l'apprentissage

Le 15 août, le site *Bon pour la tête*¹ publiait un article de M. Rudolf Strahm intitulé *La Suisse romande dans le piège de l'académisation*². L'ancien conseiller national socialiste constate que l'apprentissage est mieux considéré en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, laquelle privilégie obstinément les formations longues et les professions universitaires. Il écrit: «Parmi l'élite pédagogique de Suisse romande, la formation en apprentissage est stigmatisée et peu valorisée socialement. Elle est considérée comme une formation pour les plus défavorisés³.» M. Strahm voit dans ce dédain l'explication du fait que le chômage des jeunes est plus important en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. Ça se défend.

Notre souci est de savoir s'il y a le moindre espoir de voir ce préjugé académique déboulonné dans les années qui viennent. C'est vrai que, dans le milieu pédagogique, un peu de *cancel culture* ne ferait pas de mal. Il y a quelques mois, Mme Cesla Amarelle déclarait qu'elle entendait revaloriser la voie de l'apprentissage. On est évidemment très heureux de l'entendre, mais on se demande quand et de quelle manière cette volonté se concrétisera. Le conseiller d'Etat Pierre Cevey, qui dirigea l'Ecole vaudoise de 1984 à 1994, et qui connaissait le monde des métiers, s'était lui aussi engagé dans ce sens. Cela n'a pas modifié l'orientation générale de la grande réforme scolaire qui, étape par étape, et dans un double processus d'unification et d'émiettement, bouleverse l'Ecole vaudoise depuis presque trois générations.

Pour apprécier la marge de manœuvre de l'élue – qu'il soit de gauche ou de droite n'y change rien – placé à la tête de l'Ecole vaudoise, il faut bien se représenter les forces en présence. La première de ces forces, c'est l'idéologie égalitaire. Inspiratrice du régime, jamais remise en cause par qui ou quoi que ce soit d'officiel, elle sévit tout particulièrement dans le Département de la formation, de la

jeunesse et de la culture. Il est nécessaire et suffisant qu'un projet s'y réfère pour être présumé juste et bon aux yeux du chef du Département, de ses collègues du Conseil d'Etat, du Grand Conseil et de la presse. A l'inverse, toute personne qui s'y oppose est dénoncée comme obscurantiste, élitiste, réactionnaire. Elle est hors-jeu, ses arguments ne sont même pas contestés, ils sont ignorés.

La deuxième force à l'œuvre dans l'Ecole vaudoise, c'est l'«élite pédagogique», celle qui juge que l'apprentissage est une voie de garage. Ses membres ne sont pas élus, mais nommés pour la vie. Ils n'ont de compte à rendre à personne. Ils recherchent obstinément la martingale qui permettra à tous les élèves d'obtenir une maturité, ce rêve inefficace et si décevant du «bac pour tous», développé dans les années 1980 par Jean-Pierre Chevènement et Lionel Jospin. Cette «élite» ne tire de ses échecs que la certitude qu'il lui faut continuer de plus belle dans la même direction.

Le chef politique n'est que la troisième force. Sa marge de décision est faible. Il respecte le principe d'égalité, puisqu'il lui doit son élection. Il se plie également, n'étant pas du métier, au savoir spécialisé de l'«élite». C'est d'ailleurs celle-ci qui conçoit les projets auxquels il attachera son nom.

En ce qui concerne Mme Amarelle, le projet qui lui a été attribué l'année dernière s'appelle «Concept 360°». C'est un gros morceau. Il s'agit, dans une perspective égalitaire, de rendre l'école plus «inclusive», d'incorporer les enfants handicapés, physiques ou mentaux, à l'enseignement ordinaire, de mieux encadrer les élèves difficiles grâce à des intervenants sociaux et d'offrir un soutien aux parents dépassés. Ce dernier point a pris une importance imprévue du fait que, profitant de la pandémie, certains élèves se sont tout bonnement évaporés de l'école obligatoire.

Ajoutons enfin un tout nouveau «vaste chantier», comme dit la presse, qui

prévoit de réduire sensiblement le nombre et l'importance des évaluations scolaires, sous le prétexte pour le moins désinvolte qu'il faut, ce sont les termes de la conseillère d'Etat, *se concentrer sur la qualité des évaluations et non plus sur leur quantité*.

Il y a de quoi occuper Mme Amarelle plus qu'à plein temps. Aura-t-elle vraiment le loisir, l'énergie et la disponibilité d'esprit nécessaires pour revaloriser

l'apprentissage dans les cervelles de son «élite pédagogique»?

Olivier Delacrétaz

¹ <https://bonpourlatete.com/actuel/la-suisse-romande-dans-le-piege-de-l-academisation>.

² L'article original a été publié en allemand dans le *Tages Anzeiger/TA média* du 11 août.

³ Les mots en italiques sont en français dans le texte original.

Ombres et lumières du tourisme

Contraste temporel saisissant: les préoccupations écologiques hier, la crise sanitaire aujourd'hui, ont donné un violent coup de frein au phénomène du tourisme de masse, cet aspect si caractéristique de la civilisation occidentale.

Avant la crise déjà, il était de bon ton de déplorer les nuisances causées par ce type de tourisme, tel qu'il se pratique en tout cas depuis l'apparition des congés payés et des vols à bas coûts. Si l'on vise en général à travers lui la critique de la société de consommation, reste que les pratiques touristiques sont particulièrement diverses et anthropologiquement dignes d'intérêt.

C'est à ces pratiques de loisir et à ces idées reçues que le Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN) consacre une exposition temporaire intitulée «Le Mal du Voyage – pratiques et imaginaires touristiques»¹. Une dizaine de salles, joliment arrangées pour représenter des lieux touristiques typiques (cabine d'avion, plage, spa, etc.), présentent aux visiteurs des informations sous la forme de textes imprimés sur des objets ou suspendus aux murs. Des enregistrements et des petites projections complètent ces tableaux.

L'exposition aborde des thématiques variées, comme la signification du bronzage à travers les âges ou l'évolution du maillot de bain, et présente les bonnes ou les mauvaises manières de voyager au XXI^e siècle, telles que l'éco-tourisme bobo, le *wellness* en pleine nature ou le tourisme chamanique.

Il est ainsi montré comment ces recherches d'évasion et d'authenticité, induisant de vastes mouvements de populations, finissent parfois par bouleverser les économies et les traditions locales, ici comme ailleurs. Des régions traditionnelles autrefois peu peuplées doivent alors rapidement s'adapter à l'imaginaire touristique sous l'effet de la pression marchande, amenant parfois à la rébellion des indigènes. Des manifestations hostiles à l'invasion touristique

ont récemment eu lieu en Europe, à Barcelone et à Venise, protestant contre la standardisation galopante de ces villes, le bétonnage sauvage ou les loyers en augmentation constante.

La visite se termine par une interrogation sur ce que peut bien apporter la frénésie photographique et l'usage constant des réseaux sociaux à l'expérience touristique, et sur les nombreuses incivilités liées à la consommation de drogues ou à la prostitution. Une grande partie des expériences offertes par le tourisme de masse apparaissent en fin de compte comme participant d'une économie du préfabriqué et du fantasme, porteuse d'effets secondaires inattendus tant pour le visiteur que pour le visé.

L'exposition évite plutôt bien l'excès de moralisme. Elle ne manque certes pas, à l'étape de «la plage», d'évoquer les tragédies humanitaires liées aux migrations en général. Peu avant l'embarquement du coronavirus, on avait d'ailleurs connu un rebond de la crise migratoire aux frontières grecques.

Derrière les photographies choquantes, on discerne pourtant l'image déplaisante d'une mondialisation où règne l'impératif marchand de mobilité, de distraction et de consommation, plutôt que celle d'un monde occidental renfermé et gris, ou du cliché d'une Europe forteresse inaccessible.

Où l'on voit que, lorsqu'ils ne sont pas victimes des pandémies, les morts de la mondialisation ne reposent pas tant aux pieds des barbelés ou des remparts que le long des routes et sur les plages, aux côtés des touristes indifférents et des parasols bariolés.

Lionel Hort

¹ Après une fermeture imposée par le COVID-19, l'exposition rouvre ses portes jusqu'au 29 novembre 2020. Plus d'informations au lien suivant: <https://www.men.ch/de/agenda/detail-evenement/detail/exposition-temporaire-le-mal-du-voyage/>

Votations fédérales du 27 septembre 2020

- Initiative fédérale «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)»: **OUI**
- Modification de la loi sur la chasse: **OUI**
- Modification de la loi sur l'impôt fédéral direct (déductions fiscales pour enfants): **OUI**
- Modification de la loi sur les allocations perte de gain (congé paternité): **NON**
- Arrêté fédéral relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat: **OUI**

Quand on ne peut plus donner sa vie

D'Olivier Rey, mathématicien, philosophe, nous avons déjà parlé dans ces colonnes. Ce conservateur catholique, porté sur l'écologie, s'emploie à décrire dans un opuscule¹ combien la pandémie de Covid-19 révèle la vulnérabilité de notre société partagée entre une économie gourmande et l'idolâtrie de la vie saine.

En guise d'introduction, Rey nous rappelle qu'au XVII^e siècle, dès que l'Etat royal voulut atténuer les famines, le peuple prit l'habitude de le rendre responsable de celles-ci. De mauvaises récoltes déclenchèrent la Révolution française.

Plus un Etat prétend protéger ses citoyens contre tous les dangers imaginables, plus les citoyens se sentent frustrés en cas d'échec. L'Etat encourt des reproches contradictoires :

Vous en faites trop ! Vous n'en faites pas assez !

Cela s'est produit avec le coronavirus. Après le Sars-Cov de 2003, le gouvernement français élaborait en 2005 un plan détaillé contre ce genre d'épidémie. Un stock suffisant de masques fut prévu, mais on ne le renouvela pas, l'Etat craignant qu'on ne l'accusât d'engloutir inutilement les deniers publics. En 2020, les masques manquaient. Les dirigeants prétendirent alors qu'ils ne servaient à rien, avant de les rendre obligatoires après que le stock eut été reconstitué.

Si le rapport des citoyens avec l'Etat avait été sain, celui-ci leur aurait demandé de fabriquer eux-mêmes des masques, mais les citoyens ont désappris à se débrouiller. Ils appartiennent à un système économique qui leur demande d'accomplir

un travail spécialisé en l'échange d'un salaire grâce auquel ils achètent produits et services : qu'arriverait-il si les gens reprenaient l'habitude, au lieu d'être sans cesse fournis, de faire les choses par eux-mêmes ? Ils vivraient sans doute des vies plus humaines. Néanmoins le montant des transactions commerciales diminuerait, le produit intérieur brut chuterait. Un gouvernement soucieux des grands indicateurs économiques ne saurait favoriser [...] une telle aberration. De plus, en période d'abondance, les compétences couturières, essentiellement féminines, ont baissé. Dans le Guide des parents confinés édité par le gouvernement, celui-ci mit en garde les citoyens : il fallait durant le confinement continuer à lutter en famille contre les stéréotypes genrés. Impossible de demander dans ces conditions aux mères de confectionner des masques : Imaginez qu'une maman se mette à coudre, tout aurait été détricoté ! Il ne fallait pas sacrifier le féminisme alors qu'on contrevenait déjà à la sacro-sainte mobilité (restez chez vous !) et qu'on prônait l'effrayant repli sur soi en bouclant les frontières...

Le coronavirus a mis à l'épreuve le système de santé. De même que l'école accablée de tâches nouvelles n'arrive plus à apprendre aux élèves à lire, écrire et compter, le système de santé, pachydermique, se fragilise. Au siècle passé, grâce aux progrès en matière de vaccins et d'hygiène publique, les médecins se contentaient de soigner les malades. Aujourd'hui l'Etat s'est mis en tête de promouvoir la santé parfaite. Tout décès signifie un échec du système qui crée des attentes illimitées, impossibles à satisfaire. D'où les plaintes, d'où les procès.

Une autre contradiction apparaît. Plus on veut renforcer le système de santé grâce à des techniques nouvelles, plus la pression sur les ressources naturelles s'accroît. Seule une économie tournant à plein régime est en mesure de fournir plus de lits de réanimation. On ne peut à la fois peser contre l'horreur économique et exiger la santé parfaite.

Nos dirigeants sont élus pour faire tourner la machine économique et accélérer le mouvement d'innovation. Or le confinement a interrompu le processus, mais il fallait des personnes en bonne santé pour que la machine fonctionnât. L'économie s'arrêterait pour le bien de l'économie. En outre, la santé est un argument de poids quand il s'agit de justifier le progrès.

Du point de vue de la santé, on peut difficilement soutenir à la fois l'économie globalisée et l'écologie. La croissance économique permet le développement du système de santé et la décroissance implique son affaiblissement.

Pour se libérer des apories, il faudrait réfléchir aux fins que nous poursuivons. Or cette réflexion est difficile dans un monde où Dieu est remplacé par des idoles, parmi lesquelles trône la vie, devenue sacrée. En Occident, les hommes ont d'abord vécu dans la religion. Puis ils se sont battus pour

diverses confessions. Des guerres épouvantables les firent pencher vers la tolérance afin qu'ils retrouvent la paix. Ils se désintéressèrent des fins dernières, les reléguant dans la sphère privée, et se tournèrent vers les satisfactions matérielles. En même temps, la vie était devenue objet de science. Sa définition changea. Au XVII^e siècle, elle consistait encore en l'union de l'âme et du corps pour se transformer, au XX^e, en ensemble des phénomènes et des fonctions essentielles se manifestant de la naissance à la mort, avant de devenir le point de fixation d'une religiosité errante, conservant l'aura donnée par le Christ (*Je suis le chemin, la vérité, la vie*).

Durant la pandémie, les cérémonies funéraires et religieuses n'ont pas été considérées comme essentielles. Les valeurs subjectives ayant remplacé les mœurs inspirées par la religion manquent de consistance. L'émancipation de l'individu consiste paradoxalement à se soumettre à un système lui évitant le supplice de regarder en face la mort, tenue pour accidentelle et déliée de la condition humaine; à un système qui certes sauve des vies, mais propose aussi des moyens d'en finir doucement, pour que nous mourions dans ce qu'il nomme la dignité.

Se sacrifier pour un bien plus élevé que la vie individuelle est impensable. Certains peuples européens ont trop souffert au XX^e siècle. *Quand on ne peut plus donner sa vie, il ne reste qu'à la conserver.*

Certains Verts imaginent un monde d'après résilient, sensible, égalitaire. Voudront-ils se passer d'un système de santé à la fois performant et gourmand en ressources ?

Les modernes poursuivent, eux, la dynamique en cours avec des dispositifs de contrôle, la numérisation de tout et la standardisation des comportements.

Certains se savent sur le Titanic et se réservent les canots de sauvetage : transhumanisme, émigration vers Mars, îles autarciques.

Selon Olivier Rey, le rejet de la transcendance a provoqué un avachissement. Il faudra réapprendre l'art de souffrir et de mourir, celui de compter sur nous-mêmes aussi bien individuellement que collectivement, et accepter certaines limites pour ne pas dépendre de techniques sophistiquées, dispendieuses et fragiles.

Jacques Perrin

¹ *L'Idolâtrie de la vie*, Tracts Gallimard, 2020, 56 pages.

Delenda Helvetia

«Connais l'histoire pour ne pas refaire les erreurs du passé», nous enseigne la sagesse populaire. Face à certains arguments des opposants aux nouveaux avions, un épisode tout particulier de l'histoire antique s'est rappelé à notre mémoire. Il nous renvoie au plus fort des guerres puniques, ces conflits qui opposèrent aux III^e et II^e siècles av. J.-C. deux civilisations : Rome et Carthage

Les Mamertins étaient des mercenaires originaires de Campanie. En 289 av. J.-C., après la mort du roi de Syracuse, les Mamertins prennent la ville de Messine, en Sicile. Pour se prémunir d'une contre-attaque de la ville de Syracuse, ils font appel aux Carthaginois. Ces derniers acceptent de venir leur prêter main forte et envoient des troupes à Messine. Les Mamertins se tournent alors vers les Romains pour leur demander de l'aide, car les Carthaginois occupent la partie occidentale de la Sicile depuis le V^e siècle av. J.-C. Rome accepte et envoie des troupes. La première guerre punique éclate.

Les armées qui vont s'affronter sont très différentes, ce qui aura un impact majeur sur l'avenir. A cette époque à Rome, l'économie est basée sur les petites propriétés. Le recrutement militaire prend appui sur ces dernières. Etre incorporé dans l'armée romaine, c'est être en mesure de payer son équipement. C'est aussi se battre pour ses biens, sa terre. Les Romains pensaient, probablement à juste titre, que les soldats se battraient plus ardemment si cela avait un sens concret pour eux. Les orientations de Carthage sont aux antipodes des conceptions romaines. Une partie non négligeable de son armée est formée de mercenaires. Les Carthaginois en feront notamment les frais entre 241 et 238 av. J.-C. lors de la «Guerre des Mercenaires» qui survient suite à une diminution des rentrées d'argent. Le tribut que Carthage devait à Rome après la défaite de Sicile pesait lourdement sur ses finances, l'empêchant de payer suffisamment ses troupes. Cette même tendance se perpétuera tout au long

des guerres puniques, les défaites carthagoises entraînant des sanctions financières et territoriales. Cela contribuera à diminuer les effectifs des armées carthagoises. On a ici un exemple montrant combien des structures militaires issues de choix politiques, économiques ou même philosophiques différents peuvent avoir des impacts concrets lors de périodes de conflit.

Un parallèle peut être tiré entre ces épisodes de l'histoire antique et la votation du 27 septembre prochain sur les avions de combat.

Plusieurs opposants mettent en avant le fait que, vu la position géographique de la Suisse, il serait plus profitable de faire appel aux forces aériennes des pays voisins que d'investir dans un renouvellement de notre flotte aérienne militaire. Relevons d'abord l'inanité d'un tel argument. Faire appel à une force armée étrangère coûterait probablement très cher. En outre, le droit international exige explicitement de la Suisse qu'elle s'occupe de sa propre défense. Cette dernière est d'ailleurs la raison d'être historique et politique de la Confédération.

Osons, ensuite, établir un parallèle entre les causes des déboires carthaginois et la vision des opposants aux nouveaux avions de combat. L'armée suisse a une approche similaire à celle de l'armée romaine : toutes deux se basent sur l'engagement de citoyens-soldats ayant quelque chose à défendre ou à perdre. Il s'agit d'un choix profond qui dicte notre façon d'appréhender le monde et ses menaces. La position des opposants revient à nier cela. L'histoire nous l'a appris, payer des étrangers pour assurer sa défense est un pari risqué.

Et si la question posée à la population le 27 septembre allait au-delà de l'acquisition de nouveaux avions, mais était celle de savoir si les Suisses veulent subir le sort de Carthage : être, selon la formule catonienne, détruite.

Jonathan Moratal

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier

CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Trente nuances de vert

C'est *in corpore* que le Conseil d'Etat a présenté le Plan climat vaudois¹ le 24 juin dernier. Même le Covid n'avait pas eu droit à une telle solennité: l'affaire doit donc être d'une importance vitale.

Les hypothèses justifiant l'établissement de ce plan vont du général au particulier: partant des analyses du GIEC, le réchauffement climatique a pour unique cause l'émission des gaz à effet de serre. Ceci exige une réduction drastique des émissions avant 2030 (plus de salut après), réduction reprise dans les accords de Paris en 2015. Comme signataire appliquée, la Confédération en a conçu en 2018 des «scénarios climatiques pour la Suisse». Il restait donc au Canton à se mettre au diapason avec un Plan climat.

Les ambitions affichées sont immenses: l'existence de chaque Vaudois cause l'émission de quelques 14 tonnes par an d'équivalent CO₂, dont 5,5 émises localement. Le reste est majoritairement produit à l'étranger (8,3 tonne/an) par les activités nécessaires à la production et la fourniture des biens d'importation.

Le Plan climat n'a pas l'ambition de s'attaquer aux émissions étrangères. Il prévoit tout au plus d'éviter de les augmenter en provoquant de nouvelles délocalisations d'activités. Ce qui est visé reste tout de même la

neutralité carbone² des Vaudois en 2050, soit des émissions indigènes réduites de 50% jusqu'en 2030 et de 70% d'ici 2050! L'usage de combustibles et de carburants étant la source de 79% des gaz à effet de serre (GES), on voit d'emblée dans quelle direction les efforts devraient porter.

Le Plan climat se définit en trois axes stratégiques: «Réduire» les émissions de GES, «Adapter» l'environnement aux dangers climatiques et «Documenter» tant l'impact du changement que la mise en œuvre du plan. Le déploiement du plan comprend dix domaines d'action, dont sept domaines thématiques (mobilité – énergie – agriculture – aménagement du territoire – milieux et ressources naturelles – santé – dangers naturels) et trois domaines d'actions transversales (rôle de l'Etat – conditions cadres – accompagnement au changement). Ces domaines regroupent à leur tour trente mesures stratégiques se découpant elles-mêmes en plus de cent mesures opérationnelles. Ajoutons que ces mesures s'inscrivent parfaitement dans les dix-sept *Objectifs de développement durable* définis par l'ONU dans son agenda 2030 et dans les soixante-quatre mesures de la *Stratégie d'adaptation aux changements climatiques* émise par le Conseil fédéral. Le Plan climat vaudois répond enfin à une démarche évolutive, déclinée sur plusieurs générations de

mesures. Les générations suivantes compléteront et ajusteront les mesures en fonction de l'évolution vers les objectifs.

Avec un arsenal aussi universel, on se dit que le CO₂ vaudois ne tardera pas à rejoindre la canopée et les sous-sols dont il n'aurait jamais sortir. La lecture des trente mesures stratégiques laisse toutefois un sérieux goût de réchauffé. Les mesures de réduction des GES concernant la mobilité – plus de transports publics, moins de voitures – ont été mises en œuvre et bénéficient déjà de 650 millions de crédits cadres. Le programme d'assainissement des bâtiments de l'Etat est sur les rails depuis plusieurs années. Le volet «adapter» reprend le rapport *Adaptation aux changements climatiques* de 2015 et ses mesures sectorielles déjà en cours. La partie énergétique du plan renvoie à la *Conception cantonale de l'énergie* publiée en 2019. Enfin, de larges pans du *Plan d'action biodiversité* sont aussi repris.

La seule part quelque peu originale se trouve dans les domaines d'actions transversales. Cette partie plutôt spongieuse (avec des vocables tels que: accompagnement au changement, sensibilisation, responsabilisation des citoyens, processus itératif, démarche participative, mutualisation, etc.) laisse cependant présager de nouvelles ingérences dans les affaires communales: le soutien technique et méthodologique de l'Etat est mis en avant pour accompagner les programmes communaux en faveur du climat, mais on ne dit mot sur le financement tout ou partiel de ceux-ci par le Canton.

De la conférence de presse du 24 juin, 24 heures a retenu cinq mesures

opérationnelles du plan: augmentation de la cadence sur dix lignes de bus régionaux, végétalisation des toits et des espaces urbains, adaptation de l'affouragement bovin pour réduire les flatulences, maintien du programme éoliennes et promotion de la filière du bois vaudois dans la construction. Alors que les trois premiers sont anecdotiques en termes d'effet, les deux derniers vont se heurter à de nombreux obstacles politiques ou réglementaires avant leur concrétisation. On est encore loin de satisfaire les ambitions du Plan.

Quoiqu'il n'apporte que peu de nouveautés, le Plan climat vaudois de première génération a l'avantage de recenser l'ensemble des actions cantonales en rapport avec le changement climatique. Nous regrettons pour notre part qu'il reprenne les conclusions du GIEC sans aucun recul et que sa mise en place soit décrite en termes abstraits et imprécis. La récente nomination de M. Yvan Rytz comme délégué cantonal du Plan cantonal, en charge de son pilotage, laisse présager la poursuite du même discours: M. Rytz est issu du Département de l'environnement et de la sécurité et est l'un des auteurs du Plan de première génération.

Cédric Cossy

¹ *Stratégie du Conseil d'Etat vaudois pour la protection du climat – Plan climat vaudois – 1^e génération*, juin 2020, 75 pages.

² Cette neutralité ne correspond pas à l'absence d'émission, mais à un équilibre entre les émissions et la captation de CO₂, que celui-ci se transforme en biomasse ou qu'il soit séquestré par d'autres techniques.

Occident express 64

Décrire les différences ou les similitudes que j'observe entre les Balkans et l'Europe occidentale est bien plus complexe que ce que j'ai envisagé en commençant ces chroniques. A mesure que j'avance sur ce chemin intellectuel et sentimental, celui-ci non seulement s'allonge sans cesse mais il bifurque sans raisons apparentes vers des horizons insoupçonnés. Ainsi depuis quelques semaines je me suis habitué à faire du pain, une tâche chargée d'histoire et de significations tout en étant d'une grande simplicité. D'une fois à l'autre je répète exactement les mêmes gestes avec les mêmes ingrédients. Et pourtant, pour des raisons que j'ignore et qui me frustreront, il m'arrive d'échouer. Le pain, qui d'ordinaire sort tout doré, léger et craquelant de mon four, s'en extrait parfois sans couleurs, sans sonner creux lorsque je lui tapote le dessous avec une cuillère en bois. Et j'ai beau répéter l'exercice avec une belle régularité, je persiste à ignorer les raisons de ces échecs sporadiques. Parfois ça marche, parfois ça refuse. Mes chroniques se heurtent à des difficultés semblables. Leur titre est celui de leur numéro, leur longueur est régulière, leur thème est celui que je me suis imposé. Mais parfois, alors que mon propos me semble évident, mes lecteurs me posent des questions auxquelles jamais je n'aurais songé. C'est qu'au-delà de ces descriptions simples – titre, longueur, thème – ce que j'essaie de faire est un travail de traducteur. J'ai voulu autrefois traduire des poèmes de Bukowski,

frustré que j'étais par les traductions existantes. J'ai abandonné la tâche au bout de quelques pages. Je persiste à penser que les poèmes de Bukowski sont intraduisibles en français, leur plasticité et leur économie de moyen ne trouve pas son équivalent dans notre langue, hiératique et codifiée comme elle l'est. Traduire ma vie en Serbie n'est pas non plus un exercice littéral et il m'arrive, plus souvent que je ne l'aurais imaginé, d'échouer à en rendre toutes les nuances. Les différences de mentalités à l'intérieur même des Balkans, les aspects tout à la fois positifs et négatifs de certains traits, de certaines coutumes, l'incroyable – et presque entièrement méconnue – épaisseur historique de cette région, raconter tout cela m'oblige à m'y intéresser de plus près, à sans cesse réévaluer mes points de vue. Et il m'arrive d'échouer, ce que je comprends lorsqu'on me pose certaines questions, qu'on interprète un oui pour ce que je pensais être un non. Je suppose que cela même fait partie intégrante de l'exercice et que, comme une pierre à aiguiser, ces échecs abrasent mon jugement. Tout cela serait en pure perte si je ne ressentais pas aussi croître en moi l'amour que je porte pour ce pays et pour ces gens. Malgré toutes les occasions qu'ils me donnent de vouloir m'en aller ou de me décourager, quand je leur tapote le dessous avec ma cuillère en bois, c'est le plus souvent un son creux et prometteur qui retentit.

David Laufer

On nous écrit à propos du LS

Deux lecteurs ont pris la peine de nous écrire à la suite de notre article récent sur l'histoire du Lausanne-Sports, pour nous signaler deux erreurs.

M. Jean-François Charles relève que l'élimination du LS par West Ham en coupe d'Europe ne date pas de 1958, mais de 1965: *Au match retour, Norbert Eschmann avait marqué un superbe but, qui lui avait valu les acclamations du public de l'Upton Park (que West Ham a depuis quitté, pour rejoindre le London Stadium, issu des Jeux olympiques de 2012). West Ham avait finalement gagné le match 4 à 3.*

Vérifications faites, les souvenirs de M. Charles sont plus fiables que les sources que nous avons consultées. En 1958, le LS avait été sorti de la compétition continentale, non pas par West Ham, mais par l'équipe de Londres XI.

Quant à M. François Chappuis, il relève ceci: *En 1965, pas de doublé, juste et enfin le titre. La coupe fut gagnée le lundi de Pâques 1964 à Berne: 2 à 0 contre La Chaux-de-Fonds, buts d'Eschmann et de Gottardi, 52'000 personnes au Wankdorf.*

Effectivement, le Lausanne-Sports a réalisé le doublé coupe – championnat à deux reprises (en 1931 et en 1944), mais pas en 1965.

Merci à nos deux lecteurs perspicaces de nous avoir permis de rétablir la vérité historique!

A. Rochat

Une présentatrice et une web influenceuse:

- Waouh! Y a tellement de choses à découvrir... Faut sortir de sa zone de confort! On a dû se creuser les méninges sur comment faire mieux.
- On peut changer les choses, en fait?
- Oui, mais il faut montrer des exemples comment on peut les changer.
- Au final, c'est le vivre ensemble qui t'intéresse?
- Tout à fait, ça me parle. Mais je ne fais aucun reproche sur ce qui a été déjà fait, y a pas de jugement dans ce que je dis.

Jean Rûf le facétieux

Notre confrère et ami Jean Rûf, alias RP Rouet, l'auteur de l'immortel *Radical absolu*¹, nous a quittés le 10 juillet pour un monde que l'on espère tous radicalement meilleur.

Originaire de Bütschwil (SG) et Lausanne, né le 22 juillet 1946 dans la capitale vaudoise, il était le fils de Heinrich, dit Heini, docteur en chimie de l'EPFZ, collaborateur de Bayer Suisse, et de Violette, née Perrin – cette grande dame de la Radio romande plus connue sous le nom de Yette Perrin, originaire d'Ependes².

Jean Rûf avait obtenu sa maturité fédérale latin-anglais à Lausanne, puis étudié les lettres à l'Université de Genève jusqu'à la demi-licence. Pratiquant couramment plusieurs langues, ce lettré imitait avec talent les accents zurichois, italien, écossais et même finnois, la langue de son épouse. Inscrit au Parti socialiste vaudois, il se revendiquait «socialiste cotisant non militant», s'empressant d'ajouter que «militantisme et journalisme forment un couple à haut risque». Son violon d'Ingres? «La contemplation amusée des gens en action», d'où sa collaboration assidue au Centre de recherches périphériques d'Oleyres et, parfois sous pseudonyme, à quelques périodiques vaudois anticonformistes...

Après avoir fait ses premières armes dans le journalisme à la *Feuille d'Avis de Vevey* (1969-1973) sous la direction d'Emile Gétaz, il est en charge de l'actualité politique vaudoise à *La Tribune – Le Matin* (1973-1987), où il s'occupe aussi des sports et d'une chronique de calembours intitulée «La Pirouette de Jean Rûf». Ah, ces fameuses pirouettes! Lorsque Kurt Furgler quitte le Conseil fédéral, cela donne: «Ku Fu le camp.» L'UDC triple-t-elle sa représentation au Conseil national, passant de sept à dix-neuf sièges? «L'UDC a vaincu... mais dix-neuf sièges.» Lorsque Béjart vient à Lausanne: «Bujard reste à Lutry.» Calvin a 450 ans? «Son secret: la pasteurisation.» Et cette pirouette qui demeure d'une grande actualité: «Proverbe bernois: faute avouée est à Moutier pardonnée»...

Jean Rûf le facétieux passe ensuite à *24 heures*, quotidien dans lequel il publie aussi diverses chroniques, aussi mordantes que politiquement incorrectes (1987-1994). Quelques exemples? L'écrivain et chroniqueur Christophe Gallaz en pince pour Yvette Jaggi; lorsque la syndique de Lausanne devient aussi la muse de Gilbert Salem, Jean Rûf s'exclame: «Yvette avait une béquille littéraire; elle a maintenant deux cannes.» Lors du débat sur la norme pénale anti-raciste, il n'hésite pas à proclamer: «Objection, Votre Honneur: je dis non à votre article 261^{bis}»; il craint en effet pour les journalistes une restriction de leur liberté d'expression et rappelle que la jurisprudence en matière de presse s'est déjà durcie avec la crise: mesures provisionnelles avant parution, droit de réponse élargi, obligation de divulguer ses sources. Dans une lettre de lecteur, le député Pierre Chiffelle l'accuse de «découpage de

cheveux en quatre», mais Jean Rûf campe fermement sur ses positions. Dans ses comptes rendus des débats parlementaires, y compris lors d'interventions particulièrement musclées comme celles du député indépendant Eric Werner, il témoigne à la fois d'une grande impartialité et d'une réjouissante liberté de ton.

Son goût pour la satire s'affirme dans *Le Radical absolu*, pamphlet qu'il signe RP Rouet (un clin d'œil à Voltaire, de son vrai nom Arouet) et qui va faire grincer bien des dents à l'«extrême-centre» de l'échiquier politique vaudois. «Les Vaudois aiment les pseudonymes quand il s'agit d'ironiser sur des manœuvres obscures»³, a écrit Bertil Galland. En l'occurrence, le Révérend Père Rouet cherche à démontrer que plus le radical nuance son propos, plus il se rapproche de l'absolu. Pour avoir une chance d'être un «radical absolu», il faut – mais il ne suffit pas de – remplir une foulitude de conditions, parmi lesquelles: être un homme; peser 80 kg nu (minimum); n'avoir de rouge que le teint; être marié et père de 2,34 enfants; avoir de la terre aux semelles; vouloir moins d'Etat mais en avoir le sens; prononcer des discours susceptibles de plaire à chacun, simultanément (excellent) ou successivement (admissible); avoir les deux pieds (au moins) sur terre; être ennemi de l'idéologie, quelle que soit sa provenance de gauche; n'avoir aucune idée, sinon celle des autres, et encore, bien après l'avoir soi-même refusée pour ne l'avoir pas eue le premier; savoir qui c'est qui commande ici; être pour tout, mais sans excès; être contre tout, mais sans excès; être bien au contraire de rien, mais avec modération; suivre le cursus politique que voilà: conseiller communal / général, municipal, conseiller national; syndic, député, préfet; conseiller d'Etat, conseiller fédéral; être pour la propriété privée, dans les limites de la Constitution et de la loi; être pour la Constitution et la loi, dans les limites de la propriété privée; être pour la loi, dans les limites de la Constitution et de la propriété privée; être pour la liberté du commerce et de l'industrie; être de commerce agréable et d'industrie non polluante; prendre en compte les intérêts des vrais travailleurs, vraies femmes, vrais écologistes, vrais objecteurs, vrais parents, vrais élèves, vrais etc.; n'avoir pas attendu la gauche pour mettre sur pied nos institutions sociales, les écologistes pour se préoccuper de la santé des forêts, les pacifistes pour offrir le choix d'un service non armé, les libéraux pour promouvoir une économie dynamique, Franz Weber pour conserver à Lavaux son harmonie, la Ligue vaudoise pour pratiquer un fédéralisme actif, les communes pour se préoccuper de leur autonomie, etc.

Dans la foulée de son *Radical absolu*, il lance un *Guide de l'érecteur* [sic] érigé en «*Cours pratique d'instructions civiques*»⁴.

Sous le nom de Jean Le Ruf, il collabore avec Jean Le Roy à *Fin de bail*⁵, un recueil de «bons mots, revues de presse, extraits et ragots de la législation 1990-1994 du Grand Conseil

vaudois» rédigé par les députés Gérald Bovay (socialiste) et Eric Rochat (libéral) et préfacé par Jean Fattebert (UDC), alors président du Grand Conseil.

«Jean Rûf est ce que, dans le métier, on a coutume d'appeler «une plume», il n'est pas homme à écrire vite: il cisèle. Chez lui, aucun mot n'est innocent, chaque verbe est lourd de sens. Il faut le lire lentement»⁶, écrit Gian Pozzy lorsque son collègue quitte *24 heures*. «Une des plus fines écritures journalistiques de Suisse romande, un humoriste vrai et un zazou de la meilleure espèce», confirmera Gilbert Salem, pas rancunier pour un sou.

Début 1995, au bénéfice d'un contrat de droit privé, Jean Rûf travaille temporairement pour l'Etat de Vaud. Il s'occupe de la communication d'Orchidée II, le fameux plan d'économies dans l'administration et l'ordre judiciaire. A la hâte, sans les forces de travail nécessaires, il rédige *La Serre aux Orchidées*, mensuel de quatre pages tiré à quelque 15'000 exemplaires, qui ne connaîtra que deux numéros. Le premier suscite une édition pirate concoctée par des adversaires du projet, cependant que le POP lance sa propre mouture, *Lacère ô z'Orchidée*. «Jean Rûf a été embringué dans un programme impossible», décrète le popiste Josef Zisyadis.

Il quitte alors l'Etat de Vaud et se retire progressivement du journalisme pour se consacrer notamment à la traduction. Il rédige encore une chronique politique bimensuelle, puis mensuelle pour *24 heures*, de savoureux billets humoristique hebdomadaires pour *Femina* («Bien ou mâle», «Le MHL, ou Mouvement de Libération de l'Homme»), des critiques

de livres qui n'ont jamais existé (avec la reproduction d'une page de couverture fictive) pour *La Distinction*, ainsi qu'une «Chronique lausannoise» sur la vie de la capitale vaudoise au cours de l'année écoulée pour la revue *Mémoire vive* (1992-2000).

On lui doit en outre un superbe *Pays de Vaud: entre vignes et coteaux*⁷. Cet ouvrage, préfacé par Emile Gardaz, est enrichi de dessins, aquarelles et huiles de plusieurs artistes vaudois. Chaque district fait l'objet d'une présentation succincte par son préfet.

Domicilié à Saint-Légier, Jean Rûf y a été conseiller communal au tournant du siècle; il siégeait au sein du groupe socialiste. Il est décédé des suites d'une longue maladie à Mottex, clinique de l'Hôpital Riviera-Chablais située sur la commune voisine de Blonay.

Nous conserverons le souvenir de cet esprit libre qui a fait honneur à sa profession.

Jean-Philippe Chenaux

¹ Centre de recherches périphériques (CRP), 1984.

² Fait rare, le couple a donné naissance à trois futurs journalistes: Isabelle, qui travaillera à *L'Hebdo*, à «Espace 2» puis au *Temps*, Jean, puis Antoine, qui débutera comme son frère à la *Feuille d'Avis de Vevey* pour collaborer ensuite à *La Liberté*.

³ Bertil Galland, *24 heures*, 2 octobre 1984.

⁴ CRP, 1986.

⁵ Cabédita, 1994.

⁶ Gian Pozzy, *24 heures*, 24-26 décembre 1994.

⁷ Slatkine, 2003.

Persiflage viral

Superstition

Jadis, lorsqu'une grande calamité s'abattait sur une communauté, les gens se rassemblaient dans les églises et y allumaient des cierges. C'étaient des périodes d'obscurantisme et de superstitions religieuses. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde rationnel et scientifique. Lorsque survient une épidémie un peu vigousse, nos concitoyens tentent de conjurer le mauvais sort en peignant des lignes jaunes sur la moitié de la route et en empilant de vieilles palettes pleines d'herbes sur l'autre moitié.

LE COIN DU RONCHON

Récupération

Les contempteurs de la société de consommation n'aimaient pas le monde dans lequel nous vivions – heureux et insouciant tout de même – avant l'apparition de la pandémie. L'idée d'un retour à la normale les plonge dans un déferlement de terreur et de fureur,

eux qui ne rêvent que d'une nouvelle société radicalement différente, égalitaire et sans profit. Mais ces braves gens voient aujourd'hui leurs slogans récupérés par certaines grandes firmes multinationales, à commencer par un vendeur de soda mondialement connu («*Qui décide que l'on doit revenir à la normale?*»). Eh oui, les révolutions n'accouchent jamais du monde meilleur auquel on rêve.

Contamination

La nouvelle cause des humanistes occidentaux, c'est la révolution de couleur en Biélorussie. «La Biélorussie de papa est morte», a écrit un journaliste visiblement tourmenté par les conflits intergénérationnels. Dans les pays voisins, on assiste à des scénographies conçues pour être émouvantes: «Des dizaines de milliers de Lituanais se sont donné la main dimanche pour former une chaîne humaine de solidarité avec les protestataires.» Aucun éditorialiste ne semble s'être offusqué de cette absence de geste barrière. Nous suffit-il, à nous Vaudois, de crier «Lukachenko!» pour que nous puissions aussi recommencer à nous serrer la main?